

Le parquet de Paris ouvre une enquête contre Zemmour pour « injures publiques » et « provocation à la haine »

écrit par François des Groux | 1 octobre 2019



Illustration : BENOIT TESSIER / REUTERS

(Merci à Exocet pour l'information)

Et voilà, cela n'a pas tardé : après le discours d'Eric Zemmour lors d'un « événement d'extrême droite » (dixit le Monde), les chiens de garde médiatiques et judiciaires attaquent de tous côtés.

On notera le grand courage des [collègues journalistes du Figaro...](#) un média subventionné finalement comme les autres.

Une enquête ouverte contre Eric Zemmour pour

« injures publiques » et « provocation à la haine »

Dans un discours à l'islamophobie revendiquée, le polémiste s'en était pris, entre autres, aux immigrés « colonisateurs » et à « l'islamisation de la rue ».

Trois jours après les propos très controversés du polémiste Eric Zemmour sur l'immigration et l'islam lors d'un événement d'extrême droite diffusé en direct sur LCI, le parquet de Paris a annoncé, mardi 1^{er} octobre, l'ouverture d'une enquête pour « *injures publiques en raison de l'origine ou de l'appartenance ou de la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée* » et « *provocation publique à la discrimination, la haine ou la violence* ».

.

Les investigations ont été confiées à la brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP).

Dans ce discours extrême à l'islamophobie revendiquée, prononcé samedi lors de cet événement baptisé « convention de la droite », Eric Zemmour s'en était pris, entre autres, aux immigrés « colonisateurs » et à « l'islamisation de la rue ».

Celui qui a été condamné très récemment pour provocation à la haine religieuse a également cité l'écrivain Renaud Camus, théoricien du « *grand remplacement* » de la population blanche et chrétienne par une population immigrée musulmane et ironisé sur les tenues de la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye, « *sommet de la distinction française* ».

Embarras à LCI et au « Figaro »

La diffusion en direct sur la chaîne LCI d'un discours d'une telle brutalité a provoqué l'embarras de plusieurs journalistes dans la rédaction. « *Zemmour, ils se disent que ça va marcher... Et là, gros malaise, le discours était*

incroyablement hard-core », explique un reporter.

La Société des journalistes a d'ailleurs tenu à se « désolidariser » de la décision de sa direction, qui a reconnu, à demi-mot, une erreur en estimant que « le format » n'était pas « approprié ». Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a reçu « près de 400 saisines ».

.
De son côté, la Société des journalistes (SDJ) du *Figaro*, l'un des employeurs du polémiste, avec RTL et Paris Première, a interpellé la direction du quotidien, lundi 30 septembre, dans un courrier :

« La SDJ s'interroge sur la position, fort commode, de rentier de la polémique qui est la sienne : salarié du "*Figaro*", il se lâche à l'extérieur sans retenue, arguant que cela ne regarde pas ses employeurs et collègues de travail. »

.
« Les journalistes du Figaro, dans leur immense majorité, ne veulent pas être associés à ses provocations. La SDJ demande instamment à la direction de la rédaction de mettre un terme à cette situation ambiguë », poursuit le courrier.

https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/10/01/une-enquete-ouverte-contre-eric-zemmour-pour-injures-publiques-et-provocation-a-la-haine_6013780_3224.html